



## CHAPITRE 207

### LOI CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE CIMETIÈRES NON CATHOLIQUES

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des cimetières non catholiques.*

**2.** Aucun cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, ne peut être établi, à moins que l'endroit et le terrain où il doit être établi n'aient été approuvés par le directeur du service provincial d'hygiène. S. R. (1909), 4423; 12 Geo.V; c. 29, s. 156. Approbation du site des cimetières non catholiques.

**3.** Lorsqu'un cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, a été condamné par le directeur du service provincial d'hygiène comme dangereux pour la santé publique, les propriétaires et administrateurs ou gérants de ce cimetière doivent, dans les six mois après que cette condamnation leur a été notifiée, remplacer ce cimetière par un autre dont la situation a été approuvée par le directeur du service provincial d'hygiène et, après l'expiration de ce délai, aucune inhumation ne peut se faire dans le cimetière condamné, et le transport des cadavres de l'ancien au nouveau cimetière, s'il se fait, doit se faire conformément aux dispositions des articles 19, 20 et 21 de la Loi des inhumations et des exhumations (chap. 208). S. R. (1909), 4424; 12 Geo. V, c. 29, s. 157. Remplacement d'un cimetière condamné.

**4.** Quiconque se rend coupable de contravention ou participe à quelque contravention aux dispositions des articles 2 et 3, devient passible: Pénalité pour contravention.

1° D'une amende n'excédant pas trois cents dollars qui peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant la Cour supérieure du district, et, du jugement de ce tribunal il y a appel devant la Cour du banc du roi, dont le jugement est final;

2° D'une amende additionnelle de vingt-cinq dollars par jour, pour chaque jour que l'infraction se continue. Cette amende peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant une cour de juridiction compétente du district; et, du jugement rendu par la Cour supérieure il y a appel devant la Cour du banc du roi, dont le jugement est final. S. R. (1909), 4425.

Qui peut  
poursuivre.

5. La poursuite peut être intentée:

1° Par le directeur du service provincial d'hygiène; ou

2° Par la corporation municipale de l'endroit.

A qui appar-  
tient  
l'amende.

Dans tous les cas, l'amende appartient à la couronne.  
S. R. (1909), 4426; 12 Geo. V, c. 29, s. 158.

---